

centes, difficiles à déchiffrer pour l'étranger qui ne maîtrise pas l'alphabet grec, mais qui annoncent manifestement des débats, des fêtes, des manifestations, des rassemblements et autres happenings syndicaux, antifascistes, antifascistes ou féministes. Et les nombreux tags politiques exhortant au réveil (« Wake Up ! »), qui fleurissent sur les murs, les viaducs et les immeubles à l'abandon.

L'impression donnée par cette grande ville, désertée tant par les manifestants que par les uniformes, est diamétralement opposée aux images d'une Grèce sous état de siège qui nous parvenaient quotidiennement d'Athènes, au fil des mobilisations monstres par lesquelles le peuple grec tentait de secouer le joug de la doxa austéritaire, face à des troupes de choc, casquées, bottées et bardées de boucliers, de matraques, de grenades lacrymogènes...

Quelques jours avant notre arrivée, une grande manifestation antiraciste s'était toutefois déroulée, en soutien aux migrants et aux sans-papiers. Une mobilisation à l'occasion de l'ouverture du procès de la direction

d'Aube dorée était annoncée pour après notre départ. De toute évidence, les vacances de Pâques ont accentué cette « trêve » militante qui nous a tant déconcerté...

Le calme avant la nuit noire ?

Mais ce climat nonchalant et presque estival reflète aussi l'exténuation du mouvement social. L'attention se porte à présent, à tort ou à raison, sur

classique est K.O. debout, déchirée par des règlements de compte internes. Quant au Pasok, s'il survit encore, c'est dans un état de coma avancé. Mais les assassins d'Aube dorée, eux, restent en embuscade, et sont toujours crédités de près de 9 % des voix. Et ce en dépit des arrestations et poursuites judiciaires qui les frappent, suite au meurtre du chanteur Pavlos Fyssas, perpétré directement sur ordre du sommet du parti.

L'insurrection populaire pacifique, multiforme et féconde s'est épuisée face au mur opposé par le gouvernement Samaras et ses « commanditaires » européens.

la sphère parlementaire et gouvernementale. Le gouvernement Tsipras est porteur d'attentes et d'espoirs immenses. Puissent-ils ne pas être (trop) déçus.

Certes, et malgré ses vociférations, l'opposition traditionnelle est aujourd'hui impuissante : depuis sa défaite électorale cinglante, la droite

Tous nos interlocuteurs, y compris de la direction de Syriza, en conviennent : en cas d'échec du gouvernement Tsipras, le parti néo-nazi en tirerait probablement un grand profit. La menace est loin d'être définitivement écartée. Comme le disait le dramaturge allemand Bertolt Brecht : « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ...* » □

« DONNONS LE POUVOIR AU PEUPLE ! »

Syriza doit d'urgence réaliser son engagement de « donner le pouvoir au peuple ». C'est le cri d'alarme lancé par Manolis Glezos, ancien résistant de la Seconde Guerre mondiale, élu en 2014 au Parlement européen avec plus de 400.000 voix de préférence.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes et Denis Desbonnet (CSCE)



Le 30 mai 1941, engagé dans la résistance, Manolis Glezos monta au sommet de l'Acropole et déroba le drapeau nazi qui flottait sur la ville d'Athènes. Condamné à mort et emprisonné pour ses faits de résistance et ses opinions politiques durant la Seconde Guerre mondiale, la guerre civile grecque et la dictature des colonels, il passa au total onze

ans et quatre mois en prison, ainsi que quatre ans et six mois en exil. A 92 ans, ce vieux lutteur siège aujourd'hui comme député de Syriza au Parlement européen. Vif, alerte, engagé dans le coeur de l'action avec l'enthousiasme d'un jeune révolutionnaire de 17 ans, il ne se résigne à rien. Il voit dans la victoire de Syriza une opportunité historique pour

⇒ des pensions, recul de l'âge de départ à la retraite, suppression des départs volontaires, augmentation de la durée de cotisation des femmes.

Décembre 2010 : Baisse de salaires dans les entreprises publiques. Désormais, les accords d'entreprise prévalent sur les conventions collectives.

Juin 2011 : La Grèce doit une nouvelle fois faire appel à l'Union européenne pour faire face à son déficit. Un nouveau plan de rigueur est prévu par la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) : non-remplacement d'un départ à la retraite sur 5 dans la fonction publique, réduction de 10% du nombre de fonctionnaires contractuels, programme de privatisation d'entreprises publiques mais également abaissement du seuil d'imposition, création d'une taxe de solidarité pour les revenus supérieur à 12.000 euros par an.

Août 2011 : Vote d'une réforme des universités publiques, qui met fin à l'interdiction faite à la police d'y pénétrer et rend possible les financements privés

Octobre 2011 : Accord européen sur le nouveau plan d'aide européen et nouveau plan de mesures d'austérité : « mise en réserve » de 30.000 fonctionnaires (forme de chômage technique dans laquelle des fonctionnaires en fin de carrière ne touchent que 60% de leur salaire, sans garantie de réengagement) et baisse des salaires, gel des conventions collectives dans le secteur privé. Le Premier ministre G. Papandreou annonce la tenue d'un référendum sur ces mesures, proposition qu'il abandonne quatre jours plus tard. Une semaine après, M. Papandreou démissionne pour faire place à un gouvernement de coalition avec la droite.

Février 2012 : Vote par le Parlement grec du Memorandum II, acceptant les conditions imposées par la Troïka pour l'obtention du nouveau prêt prévu depuis juin 2011 : 22% de baisse du salaire minimum (32% pour les jeunes), nouvel affaiblissement du statut des fonctionnaires, baisse des retraites complémentaires...

Mai et juin 2012 : Deux élections, au terme desquelles la droite (Nouvelle démocratie) reprend le leadership et le poste de Premier ministre.

Décembre 2012 : Nouveau plan d'aide et nouvelles mesures d'austérité : baisse des salaires et des retraites, recul de l'âge de la retraite, suppression des dernières primes existantes et des augmentations à l'ancienneté, suppression de postes dans la fonction publique,

⇒ créer une véritable Europe des citoyens. Rencontre (1).

Ensemble ! : Selon vous, qu'est-ce que c'est « l'Europe » ?

Manolis Glezos : Que veut dire « Europe » ? Le mot Europé (ευρωπη) est formé de deux parties. La première *eurýs* (εὐρύς), signifie « large », « vague ». La seconde *óps* (ὄψ) signifie œil. Europe évoque une personne ouverte, qui a une vision large. L'opposé, c'est le cyclope (*kýklòps*): mot formé de *kýklos*, qui veut dire « cercle », et de *óps* (l'œil), c'est-à-dire une personne dont la vision est enfermée dans un cercle. Le cyclope n'a qu'un seul œil, il n'a qu'un champ de vision étroit. La civilisation des Cyclades, qui est la première civilisation d'Europe, a réussi à briser ce cercle et à inventer la spirale. Cela évoque le possibilité d'évoluer, de continuer à

Certains ont pensé que je m'opposais au nouveau gouvernement grec. C'est faux. Mais je sonne le tocsin, je leur dis « Attention ! » : les premières élections où Syriza s'est présenté, on faisait tout juste quatre pourcents des voix. Si on a fait un tel bond en avant, c'est parce qu'on a promis au peuple de lui donner le pouvoir.

Et l'Union européenne telle qu'elle existe : la voyez-vous comme une ennemie pour l'Europe populaire que vous appelez de vos vœux, ou comme un cadre possible pour la construire ?

Je ne dirais pas que c'est un ennemi, ni un obstacle. Néanmoins, c'est un certain type de pouvoir, avec toutes les conséquences que cela comporte. Un type de pouvoir qui doit disparaître pour être remplacé par le pouvoir effectif du peuple. Je ne dis

« Mes camarades de Syriza mettent beaucoup trop de temps pour donner le pouvoir au peuple. »

aller en avant en profitant de l'expérience du passé. A ce moment-là, ils sont passé de « cyclopes » à « Européens ».

Les Grecs n'offriront pas l'Europe comme un cadeau... L'Europe est née en Grèce. L'Europe, c'est la perspective de libération pour tous les peuples. Cette Europe-là ne sera pas l'Europe de l'Otan, des USA ou de Mme Merkel. Ce n'est – et ne sera – pas une Europe des Etats, mais une Europe des peuples. Une Europe qui sera la propriété de tous les citoyens, qui sera un facteur de paix. Cette Europe-là n'existe pas aujourd'hui.

Notre engagement quotidien est de la créer. Une nouvelle fois, c'est en Grèce que cela commence : c'est le premier Etat en Europe où le peuple arrive au pouvoir. Je ne dis pas « est arrivé au pouvoir », mais bien « arrive » : qui est sur le chemin du pouvoir.

C'est pourquoi je suis parfois opposé à mes camarades de Syriza en Grèce. Parce qu'ils mettent beaucoup trop de temps pour donner le pouvoir au peuple. Si on ne met pas le peuple au pouvoir, cela signifiera qu'on a pas réussi à faire quelque chose d'important. Cela signifiera, non seulement l'absence de progrès de l'Europe, mais également des résultats qui la ramèneraient un demi-siècle en arrière.

pas qu'il faut tuer les dirigeants européens actuels, ni même les mettre en prison... Mais il faut une refonte radicale de l'organisation du pouvoir de l'Union européenne pour donner le pouvoir au peuple

Je vais vous donner un exemple récent. Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, avait décidé de confier le poste de Commissaire à l'Education et à la Culture à Monsieur Navracsics. Pour diverses raisons, les parlementaires de la commission Culture et éducation du Parlement européen ont refusé cette désignation. Malgré ce rejet collectif, Juncker est passé en force et a imposé son candidat. Qui a donné un tel pouvoir de décision à M. Juncker ?

Les traités qui fixent l'organisation de l'Union européenne n'empêchent-ils pas toute évolution ?

La question est de savoir ce qui peut arriver si les autres pays rejoignent les Grecs dans leur combat face aux instances de l'Union européenne. Ce ne sera pas une voie facile. Mais il y aura bientôt des élections au Portugal, puis en Espagne



et dans les autres pays d'Europe. Si on parvenait à obtenir une majorité de gauche comme en Grèce dans l'Europe des quinze, voire des vingt-huit pays membres, c'en serait fini de cette Union européenne antidémocratique.

Pourquoi je pense que c'est possible? Parce que, tous les jours, je rencontre des citoyens, des journalistes, je discute tout le temps... Pas une seule personne ne me dit : « J'aime bien que quelqu'un d'autre décide à ma place. » Je leur explique que ce rejet n'est que la moitié du chemin. L'autre moitié, c'est la nécessité de participer aux centres de décision, là où la politique se détermine. C'est le principal problème en Europe, mais aussi à l'échelle mondiale.

Lors de rencontres avec des camarades espagnols de Podemos, je leur ai demandé ce que cela signifiait « Podemos » (« Nous pouvons »). Ils m'ont répondu qu'il fallait changer de gouvernement en Espagne. Mais qu'est-ce que ça veut dire ? S'ils ne remplacent pas le gouvernement actuel par un gouvernement du peuple, ils n'atteindront pas leur but. Ils prendraient le pouvoir, mais ils seraient comme les autres.

Que s'est-il passé avec la création de

l'Union soviétique ? Le gouvernement a changé et a été remplacé par un gouvernement socialiste. Tous les citoyens ont pu bénéficier d'un certain nombre de services publics et de la couverture d'un certain nombre de besoins fondamentaux du berceau au tombeau, en matière d'éducation, de santé... Pourquoi ce type de gouvernement n'est-il pas resté au pouvoir ? Parce que le parti prenait les décisions pour tout et pour tous. Ce n'est pas le peuple qui prenait les décisions. Le parti communiste avait également pris le pouvoir à Chypre. Pourquoi ne s'y est-il pas maintenu ? Parce que, là encore, le Parti n'a pas remis le pouvoir au peuple. De même, si Syriza ne remet pas le pouvoir au peuple, il ne restera pas au gouvernement.

Sous quelle forme un tel « pouvoir populaire » pourrait-il être instauré ? Au niveau grec comme au niveau européen, il existe un cadre légal, institutionnel, très contraignant...

Il faut montrer sans ambiguïté que nous sommes contre ce type de « cadre ». C'est ça, la révolution ! C'est ce type de révolution qui est nécessaire. Malheureusement, ce n'est pas ce que nous avons fait jusqu'ici.

Je vous donne un autre exemple. Sur



Manolis Glezos : cet infatigable résistant en appelle à une Europe des peuples et non des Etats.

la question de l'ERT, la télévision publique grecque, j'ai été en désaccord avec mes camarades de Syriza. Le gouvernement précédent, celui de Samaras, avait fermé cette institution publique, très brutalement, avec l'aide de la police. Pourquoi ? Parce que cette télévision exprimait un point de vue différent de celui du gouvernement. Syriza avait tenté de s'opposer à ce coup de force, en participant aux manifestations de protestation, en se solidarisant avec les employés licenciés, en soutenant la télévision alternative que les ex-employés avait créée via Internet, installée dans le bâtiment faisant face à l'ancienne ERT... Syriza a également

« Il faut montrer sans ambiguïté que nous sommes contre ce type de « cadre » légal et institutionnel qui nous cadennasse aux niveaux grec et européen. C'est ça, la révolution ! »

supporté les autres stations régionales dans le pays que la police tentait également de fermer.

Mais ce n'est qu'aujourd'hui, trois mois après les élections et notre arrivée au gouvernement, que le projet de loi sur la réouverture de ce service public est présenté au Parlement.

Il aurait fallu agir beaucoup plus vite, la rétablir tout de suite !

Un autre aspect, qui peut paraître mineur, mais auquel je tiens : lors de la conférence de presse des employés de l'ERT consacrée à sa réouverture, j'ai plaidé pour que le futur conseil d'administration soit élu directement par l'ensemble

« Syriza met trop de temps... »



⇒ suppression totale des conventions collectives,...

Juin 2013 : Fermeture unilatérale par le gouvernement de l'ERT (télévision publique).

Janvier 2015 : Elections législatives anticipées, victoire du parti de gauche radicale Syriza (149 députés sur 300) mandaté sur un programme de rupture avec les Memoranda. Son leader, Alexis Tsipras, devient Premier Ministre.

5 février 2015 : La Banque centrale européenne annonce qu'elle coupe les facilités d'emprunt accordées aux banques grecques.

20 février 2015 : Accord de transition. Le nouveau gouvernement grec s'engage à ce que la Grèce honore ses obligations financières envers tous ses créanciers, pleinement et dans les temps. Les prêts de l'UE à la Grèce sont maintenus pour une période de quatre mois. Au terme de cette période (fin juin), la Grèce et l'UE devront trouver un accord sur la liste de réformes que le nouveau gouvernement grec s'engage à mettre en œuvre.

Paysage politique et résultats des élections législatives en Grèce depuis 2007

La période 2007 – 2015 est globalement marquée par la quasi disparition du Pasok, l'essor au premier plan de Syriza, ainsi que l'émergence de nouveaux partis centristes et d'un parti néo-nazi.

Législatives 2009

PASOK	43%
ND	33%
KKE	7%
LAOS	5%
SYRIZA	4%

Législatives 2012 (Mai)

ND	18%
SYRIZA	16%
PASOK	13%
ANEL	10%
KKE	8%
XA	6%
DIMAR	6%

Législatives 2012 (juin)

ND	29%
SYRIZA	26%
PASOK	12%
ANEL	7%
XA	6%
DIMAR	6%
KKE	4%

⇒ des travailleurs eux-mêmes, et non désigné par le gouvernement. Tous les députés présents, pas seulement de Syriza, se sont déclarés en faveur d'une telle autogestion. Mais le projet de loi actuel est revenu sur cet engagement et prévoit que le Conseil d'administration sera nommé par le gouvernement.

Le personnel licencié de l'ERT ne sera pas rembauché de façon automatique, mais il devra présenter des examens. Qu'en pensez-vous ?

Ce processus d'évaluation est nécessaire. Beaucoup de personnes avaient été engagées à l'ERT sans avoir les compétences nécessaires. La question est : qui va opérer la sélection : le gouvernement ou les employés eux-mêmes ? Rendre le pouvoir au peuple, c'est donner une responsabilité aux employés.

Cette réappropriation du pouvoir par le peuple est-elle possible au niveau de l'Union européenne, alors qu'elle est institutionnellement verrouillée par des traités, et qu'il n'existe ni un « peuple européen », ni même un espace public unifié ?

A ce jour, il est assez difficile d'entrevoir une Europe des peuples. Tous les pays sont différents et ont une histoire propre. Par exemple, le système de santé est organisé de façon différente dans chaque pays, les relations sociales sont organisées de façon spécifique au niveau national. Mais les problèmes sont les mêmes dans tous les pays : la santé, l'alimentation, le logement, l'éducation, les personnes âgées... Les problèmes de base sont identiques, nous pouvons donc avoir des luttes communes pour tous les pays.

Pour le surplus, je vous invite à méditer cette idée puissante : peut-on imaginer un bateau avant d'avoir construit le premier bateau ? Peut-on imaginer un avion avant d'avoir construit le premier avion ? Les hommes peuvent donc créer des choses nouvelles, là où rien n'avait été trouvé dans le passé.

Les visionnaires ont toujours été traités d'utopistes. L'utopie, c'est quelque chose qui n'existe pas encore, mais qu'on pense pouvoir être réalisé. L'Histoire a démontré que les utopistes sont souvent des visionnaires, dont le seul tort est d'avoir raison avant les autres. Telle est notre responsabilité : montrer qu'on peut y

arriver. Notre faiblesse est de ne pas réussir à convaincre les autres que notre vision est possible. C'est trop facile d'incriminer « le contexte », les circonstances, l'adversité... Non : il faut toujours réfléchir à nos erreurs, aux fautes que nous avons commises. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre ce qui a manqué, comment on peut s'améliorer. Pour mieux réussir la prochaine fois.

« Notre faiblesse est de ne pas réussir à convaincre les autres que notre vision est possible. »

A propos d'autocritique, quelles sont, selon vous, les erreurs principales de Syriza depuis son accession au pouvoir ?

Après les élections, le parti de Samaras était « sonné ». Idem au niveau européen. Face au changement majeur de la donne politique que constituait le triomphe de Syriza, Juncker et ses collègues étaient aussi un peu « perdus »... Mais, de l'autre côté, le gouvernement de Syriza avait également « la tête qui tourne ». Je pense qu'ils n'ont pas vraiment réalisé tout de suite qu'ils avaient gagné, ou du moins l'ampleur de leur victoire. Notre erreur principale est d'avoir perdu du temps, de ne pas avoir profité de ce moment pour prendre l'initiative. L'Union européenne ne savait vraiment pas comment réagir. C'est pour cela que, dans un premier temps, ils n'ont pas osé attaquer Tsipras de front.

Mais il se sont vite ressaisis. Depuis lors, ils ont retrouvé leurs marques et se sentent en confiance. Ils sont donc passés à l'attaque, sur tous les fronts, en essayant de déstabiliser la Grèce. Avec une tactique à deux niveaux. D'une part, en tentant de nous amadouer, en nous faisant les yeux doux. Et, de l'autre, en menant un travail de sape, nettement plus agressif. Du coup, la situation est beaucoup plus défavorable, aujourd'hui. C'est cela, notre plus grande erreur : trois mois ont déjà été perdus ! Aujourd'hui, en Grèce, qu'attend-on pour agir, par exemple vis-à-vis de la dette ? On peut la répudier avec un seul article de loi. Mais on ne l'a toujours pas fait...

Au contraire, le ministre des Finances Varoufakis ne s'est-il pas engagé à honorer le remboursement intégral de la dette, et selon un calendrier inchangé ?
C'est vrai...

Que pensez-vous de la Commission d'audit citoyen de la dette, initiée par Zoe Kanstantopoulou, la présidente du Parlement grec ?

On se trouve actuellement en confrontation totale avec nos créanciers. J'ai plusieurs fois plaidé pour l'application d'un moratoire d'une an-

née sur le remboursement de la dette, non négociable. M. Rajoy, Premier ministre espagnol, peut prétendre avoir donné 26 milliards à la Grèce ; ce n'est pas vrai. Il « oublie » de défalquer les intérêts et autres frais liés. Dans les faits, si l'on compte tout ce qu'on a déjà payé, nous avons déjà largement remboursé ce qu'on nous a prêté. On peut lui dire d'aller se faire voir... On peut examiner le détail des emprunts grecs, tout ce qui a été payé. Le premier prêt contracté en 1824 vient seulement d'être remboursé il y a dix ans. C'est simple : il

suffit de réaliser un contrôle poste par poste, tout le monde peut examiner ce qui reste à payer.

Si, durant cette année de moratoire, le gouvernement réussit à donner le pouvoir au peuple, nous n'aurons plus besoin de personne. Car ce sont les travailleurs qui produisent les produits et la valeur, pas l'argent. Si on donne un emploi à tous ceux qui peuvent travailler en Grèce, nous n'aurons plus besoin de personne. □

(1) Interview réalisée le 21 avril 2015.

« LE CHANGEMENT EST EN MARCHE... »

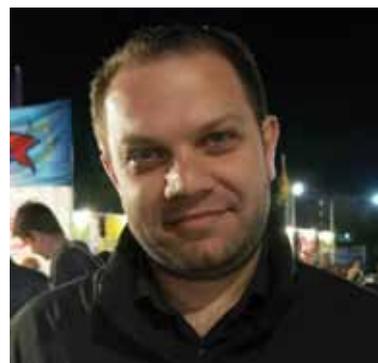
Pour Giorgos Karatsioubanis (Syriza) la négociation entre la Grèce et l'Union européenne se passe « mieux que prévu ».

Propos recueillis par Denis Desbonnet et Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Nous avons rencontré, Giorgos Karatsioubanis dans les couloirs du Parlement européen (1). Jeune membre du département de politique européenne de Syriza, il suit de près les négociations avec l'Union européenne et, en particulier, les points qui concernent l'agriculture. Il nous fait partager sa vision de ces négociations ainsi que leur contexte. Une bonne occasion d'appréhender ce qui se passe à ce niveau et les rapports de forces existants.

Ensemble ! : Quelle est votre vision des négociations en cours entre le gouvernement Tsipras et la Troïka (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) ?

Giorgos Karatsioubanis : Les négociations ont démarré juste après les élections du 25 janvier, avec la mise en place du nouveau gouvernement. Je dis bien « démarré », et pas « redémarré ». Car cela n'a plus rien à voir avec la manière dont cela se passait avec le gouvernement Samaras, qui recevait ses ordres de la Troïka et les exécutait servilement. La Troïka n'existe plus depuis le 25 janvier. Avec l'accord du 20 février, nous avons obtenu un délai de quatre mois pour le remboursement de la dette grecque. Ce qui ménage un espace pour le gouvernement Tsipras, lui permet d'avancer, dans la mise en œuvre de plusieurs projets de loi, sur des mesures importantes annoncées durant la campagne électo-



rale. Plusieurs d'entre eux sont déjà votés, d'autres suivent le processus parlementaire classique. Le premier concerne, bien sûr, le soulagement de la crise humanitaire. Un deuxième propose le remboursement de la dette en une centaine de « tranches ». D'autres projets sont en attente d'un débat au Parlement.

Pour ce qui est de la négociation au niveau européen, celle-ci se déroule mieux que prévu, même si, au niveau du groupe technique des institutions, cela s'avère parfois plus difficile. C'est sans doute plus dur pour ces techniciens de réaliser que cela ne se passe plus comme avant, qu'on remet tout à plat...

Le gouvernement grec a refusé les nouvelles mesures d'austérité exigées par l'Union européenne. Les autres privatisations que l'on voulait nous imposer ont été stoppées, à l'exception de quelques-unes - comme celle du port du Pirée, où on a signé un accord avec la compagnie chinoise candidate au rachat, mais après avoir vérifié que les clauses étaient conve-

« Depuis les élections, l'espoir renaît, la psychologie de la population a changé : les gens attendent vraiment le changement. »